

	PAGES		PAGES
<i>Actes divers :</i>		Ministère de la Construction, des Travaux publics et des Transports :	
23 décembre 1965 . Arrêté n° 10.719 nommant un régisseur de prison	16	<i>Actes divers :</i>	
23 décembre 1965 . Arrêté n° 10.723 nommant un fonctionnaire-huissier	16	17 décembre 1965 . Arrêté n° 10.706 portant intégration d'un contremaître	22
30 décembre 1965 . Arrêté n° 10.734 portant nomination d'un magistrat conciliateur	16	Ministère de l'Éducation et de la Culture :	
Ministère des Finances, du Plan et de la Fonction publique.		<i>Actes divers :</i>	
<i>Actes réglementaires :</i>		8 octobre 1965 .. Décret n° 65.148 portant nomination de directeurs	22
22 septembre 1965. Décret n° 65.140 portant fixation du capital minimum des banques et établissements financiers et détermination du fonds de réserve prévu par les articles 21 et 23 de la loi n° 64.016 du 18 janvier 1964	16	20 décembre 1965 . Arrêté n° 10.708 acceptant la démission d'un instituteur adjoint	22
22 septembre 1965. Décret n° 65.141 fixant les règles de la liquidité que doivent respecter les banques installées sur le territoire de la République	17	23 décembre 1965 . Arrêté n° 10.716 portant nomination d'un mouçaïd	22
22 septembre 1965. Décret n° 65.142 fixant le délai dont disposeront les banques déjà installées pour déposer leurs demandes d'agrément et d'enregistrement	17	23 décembre 1965 . Décision n° 12.456 portant licenciement d'un moniteur contractuel	22
16 décembre 1965 . Décret n° 65.173 modifiant le décret n° 62.010 du 12 janvier 1962, fixant les indemnités de fonction de certains hauts fonctionnaires	17	Ministère de la Jeunesse, de l'Information et des Télécommunications.	
25 décembre 1965 . Décret n° 65.180 approuvant une convention entre la République islamique de Mauritanie et la Société française de dragages et de travaux publics ..	18	<i>Actes réglementaires :</i>	
28 décembre 1965 . Arrêté n° 10.731 portant création d'une caisse d'avance	18	17 décembre 1965 . Arrêté n° 12.413 portant création de bureaux de poste de plein exercice.	22
<i>Actes divers :</i>		<i>Actes divers :</i>	
30 juillet 1965 Décret n° 65.136 nommant un inspecteur des affaires administratives, chargé de la Direction de la fonction publique	18	30 décembre 1965 . Arrêté n° 10.736 portant redressement de la situation administrative d'un contrôleur des Postes et Télécommunications	22
31 décembre 1965 . Décret n° 50.203 relatif à l'intérim du ministère des Finances, du Plan et de la Fonction publique	18	Ministère de la Santé, du Travail et des Affaires sociales.	
17 décembre 1965 . Arrêté n° 10.700 portant mise à la retraite d'office	18	<i>Actes réglementaires :</i>	
17 décembre 1965 . Décision n° 12.416 portant acceptation de la démission d'un préposé des douanes	18	22 septembre 1965. Décret n° 65.143 portant désignation de la Commission technique de contrôle de la Caisse nationale de prévoyance sociale	23
28 décembre 1965 . Décision n° 12.478 nommant un régisseur de caisse d'avance au Service des travaux publics	18	<i>Actes divers :</i>	
Ministère du Développement.		27 décembre 1965 . Arrêté n° 10.729 portant nomination des assesseurs des tribunaux du Travail.	23
<i>Actes réglementaires :</i>		◆	
19 octobre 1965 .. Décret n° 65.153 portant réglementation de l'inspection sanitaire et de salubrité des produits alimentaires d'origine animale, destinés à l'alimentation humaine	18	I. — LOIS ET ORDONNANCES.	
		◆	
		<p><i>LOI DE FINANCES n° 65.182 du 30 décembre 1965 pour l'année 1966.</i></p> <p>L'Assemblée nationale a délibéré et adopté, Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :</p>	
		I. — VOIES ET MOYENS.	
		<p>ARTICLE PREMIER. — Le budget de l'exercice 1966 sera exécuté conformément aux dispositions de la présente loi et aux lois de finances antérieures en tout ce qui n'aura pas été modifié ou abrogé.</p>	

ART. 2. — Le montant global des ressources et des charges de l'Etat pour le Budget général de l'année 1966 est arrêté à la somme de quatre milliards sept cent dix millions de francs C.F.A. (4 710 000 000).

ART. 3. — Les impôts, taxes, contributions, redevances, produits et revenus publics, centimes additionnels, seront perçus ou ristournés pendant l'exercice 1966 conformément aux lois, décrets ou règlements en vigueur.

ART. 4. — Le gouvernement est autorisé à contracter des emprunts d'un montant total de cent cinquante millions de francs C.F.A. (150 000 000) auprès d'établissements publics mauritaniens.

ART. 5. — Le gouvernement est autorisé à accorder l'aval de l'Etat pour les emprunts à contracter pendant l'année 1966 par la Banque mauritanienne de développement auprès d'organismes étrangers, dans la limite de deux cent cinquante millions de francs C.F.A.

Les actes de prêts pourront être libellés et prévoir que les remboursements s'effectueront dans d'autres monnaies que celle ayant cours légal en R.I.M.

II. — RESSOURCES.

PREMIÈRE PARTIE.

RECETTES ORDINAIRES DU BUDGET DE FONCTIONNEMENT

ART. 6. — Les produits et revenus applicables au budget de fonctionnement de l'Etat pour l'exercice 1966 sont évalués à quatre milliards sept cent dix millions de francs C.F.A. (4 710 000 000) et se répartissent comme suit :

Section 1. — Impôts directs	838.000.000
Section 2. — Impôts indirects	3.390.500.000
Section 3. — Enregistrement et timbre	93.000.000
Section 4. — Taxes diverses	35.000.000
Section 5. — Produits du domaine	20.000.000
Section 7. — Exploitations industrielles et commerciales	83.500.000
Section 8. — Recettes des services	50.000.000
Section 9. — Produits accidentels et divers	10.000.000
Section 15. — Prélèvement sur la Caisse de réserve	40.000.000
Section 16. — Emprunts	150.000.000

Total des recettes ordinaires du budget de fonctionnement 4.710.000.000

DEUXIÈME PARTIE.

RECETTES DU BUDGET D'EQUIPEMENT

Néant.

**

III. — CHARGES.

PREMIÈRE PARTIE.

DEPENSES DU BUDGET DE FONCTIONNEMENT

ART. 7. — Le montant des crédits alloués aux services au titre des dépenses de fonctionnement de l'exercice 1966 est arrêté à 4 510 000 de francs C.F.A., se répartissant comme suit :

Section 1. — Dette publique	225.000.000
Section 2. — Parlement	105.000.000
Section 3. — Gouvernement et Administration générale	507.540.000
Section 4. — Services judiciaires	102.000.000
Section 5. — Services de sécurité	1.063.060.000
Section 6. — Services financiers	180.415.000
Section 8. — Services économiques	227.900.000
Section 9. — Services de travaux et d'infrastructure	110.705.000
Section 10. — Services sociaux	1.030.390.000
Section 11. — Etablissements publics	118.700.000
Section 12. — Exploitations industrielles	68.790.000
Section 13. — Dépenses communes et diverses	210.500.000
Section 14. — Travaux d'entretien	112.000.000
Section 15. — Contributions et participations	359.000.000
Section 16. — Reversements et ristournes	51.000.000
Section 17. — Subventions et secours	38.000.000

Total des dépenses du budget de fonctionnement 4.510.000.000

DEUXIÈME PARTIE.

DEPENSES EN CAPITAL

ART. 8. — Le montant des dépenses en capital est fixé à 200 millions de francs C.F.A. ainsi répartis :

CHAPITRE II.

TRAVAUX D'INFRASTRUCTURE

ART. 3. — Routes et ponts :

Rubrique 66.230. — Participation à la construction de la route Nouakchott-Rosso: 25.000.000

CHAPITRE III.

CONSTRUCTION D'IMMEUBLES

ARTICLE PREMIER. — Bâtiments pour services :

Rubrique 66.310. — Bureaux à Nouakchott 40.000.000

ART. 2. — Bâtiments pour habitations :

Rubrique 66.320. — Logements à Nouakchott 20.000.000

ART. 5. — Travaux divers :

Rubrique 66.350. — Equipement hôpital Nouakchott 20.000.000

Rubrique 66.351. — Equipement école de sages-femmes 2.000.000

Rubrique 66.352. — Equipement école rurale 3.000.000

CHAPITRE IV.

ACQUISITION D'IMMEUBLES

ARTICLE PREMIER. — Immeubles pour services :

Rubrique 66.410. — Ambassade aux U.S.A. 40.000.000

CHAPITRE VII.

ACQUISITION DE GROS MATERIEL D'EQUIPEMENT

ARTICLE PREMIER. — Engins terrestres :

Rubrique 66.710. — Achat de véhicules 10.000.000

CHAPITRE VIII.

PARTICIPATION A LA CONSTRUCTION DE SOCIÉTÉS D'ETAT ET D'ECONOMIE MIXTE

ARTICLE PREMIER. — Sociétés d'Etat

ART. 2. — Sociétés d'économie mixte

Rubrique 66.820. — Sonimex 19.000.000

ART. 2. — Sociétés multinationales :

Rubrique 66.830. — Banque africaine de développement 21.000.000

IV. — DISPOSITIONS DIVERSES.

ART. 9. — Les dispositions des articles 7 et 10 de la loi n° 65.002 du 16 janvier 1965 sont prorogées.

ART. 10. — Pour l'application des dispositions de l'article 11 de la loi n° 61.204 du 31 décembre 1961, le ministre des Finances pourra procéder au règlement des créances arriérées préalablement liquidées par les services responsables, dans la limite d'un engagement provisionnel effectué d'office à l'ouverture de l'exercice dans la limite de dix pour cent de la dotation de chaque chapitre.

ART. 11. — L'article 6 de la loi n° 62.220 du 31 décembre 1962 est annulé et remplacé par les dispositions suivantes :

L'article premier de la loi n° 60.030 du 27 janvier 1960 est modifié comme suit en son alinéa 1 :

Les rôles nominatifs sont exigibles en totalité à partir du trentième jour suivant la date de leur mise en recouvrement.

ART. 12. — L'article 4 de la loi n° 61.204 du 31 décembre 1961 est modifié comme suit en ses alinéas 1 et 2 :

Tout contribuable passible en Mauritanie de l'impôt général sur le revenu, en vertu des règles d'imposition prévues au Code des impôts directs, doit, sur la base de son imposition établie l'année précédente, verser spontanément au Trésor public trois acomptes mensuels consécutifs, à compter du 1^{er} janvier, à valoir sur l'impôt de l'exercice en cours.

Ces acomptes, équivalents chacun au quart de l'imposition de l'année précédente, sont exigibles dans les dix jours suivant le terme du mois pour lequel l'acompte est dû.

ART. 13. — La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Nouakchott, le 30 décembre 1965.

Le Président de la République :
MOKTAR OULD DADDAH.

RECETTES

Article et nomenclature	Crédits votés
SECTION I. — IMPÔTS.	
CHAP. 1-01. — Impôts forfaitaires sur revenus.	
1. Contribution nationale	14.000.000
2. Recettes exercices antérieurs	9.000.000
Total du chapitre 1-01	23.000.000
CHAP. 1-02. — Impôts proportionnels et progressifs sur le revenu.	
1. Bénéfices industriels et commerciaux	70.000.000
2. Impôts sur traitements et salaires	500.000.000
3. Impôts sur revenus des capitaux mobiliers	20.000.000
4. Impôt général sur le revenu	110.000.000
5. Recettes exercices antérieurs	20.000.000
Total chapitre 1-2	720.000.000
CHAP. 1-03. — Contribution mobilière.	
1. Contribution mobilière	25.000.000
2. Recettes des exercices antérieurs ..	2.000.000
Total chapitre 1-03	27.000.000

CHAP. 1-04. — Impôts fonciers.

1. Contribution sur la propriété bâtie	29.000.000
2. Contribution sur la propriété non bâtie	1.000.000
3. Contribution sur la propriété mise en valeur	—
4. Taxe sur les biens de main morte ..	1.000.000
5. Recettes des exercices antérieurs ..	4.000.000

Total chapitre 1-04

35.000.000

CHAP. 1-05. — Patentes et licences.

1. Patentes	28.000.000
2. Licences	1.000.000
3. Recettes des exercices antérieurs ..	3.000.000

Total chapitre 1-05

32.000.000

CHAP. 1-06. — Produits de majoration.

1. Produits de majoration de 10 % ..	1.000.000
--------------------------------------	-----------

TOTAL SECTION I

838.000.000

SECTION II. — IMPÔTS INDIRECTS.

CHAP. 2-01.

1. Droit de douanes	1.025.000.000
2. Droits fiscaux à l'entrée	
3. Taxe forfaitaire à l'importation ..	
4. Centimes additionnels	
5. Produits divers	60.000.000
6. R.F.L.D. investissements Miferma ..	

Total chapitre 2-01

1.085.000.000

CHAP. 2-02. — Taxe de consommation.

1. Taxe de consommation	—
2. Taxe sur les projections cinématographiques	1.000.000
3. Taxe spéciale sur les tabacs	8.000.000
4. Taxe compensatrice sur le thé	50.000.000

Total chapitre 2-02

59.000.000

CHAP. 2-03. — Taxes sur les transactions et taxe à la production.

1. Taxe forfaitaire représentée sur les transactions à la sortie	5.500.000
2. C.A. de la taxe forfaitaire	500.000
3. Redevances expl. Miferma	1.348.000.000
4. Taxe intérieure T.C.A. 1 douanes	390.000.000
Taxe intérieure T.C.A. 2 C. directe	200.000.000
5. Taxe sur les alcools	12.000.000
6. Taxe sur les hydrocarbures	130.000.000
7. Taxe de raffinage	100.000.000
8. Taxe circulation sur les viandes ..	25.000.000
9. Recettes exercices antérieurs	—

Total du chapitre 2-03

2.211.000.000

CHAP. 2-04. — Droit à l'exportation.

1. Poisson	5.000.000
2. Gomme	10.000.000
3. Bétail sur pied	20.000.000
4. Divers	—
5. Exercice antérieur	—

Total chapitre 2-04

35.000.000

CHAP. 2-05. — <i>Taxe de recherches.</i>	
1. Taxe de recherche et de conditionnement	500.000
TOTAL DE LA SECTION II	3.390.500.000
SECTION III. — DROIT D'ENREGISTREMENT ET DE TIMBRE.	
CHAP. 3-01. <i>Droit d'enregistrement.</i>	
1. Enregistrement	58.000.000
CHAP. 3-02. — <i>Droit de timbre.</i>	
1. Droit de timbre	35.000.000
TOTAL DE LA SECTION III	93.000.000
SECTION IV. — TAXES DIVERSES ET TAXES POUR SERVICES RENDUS.	
1. Taxe sur les armes à feu	7.000.000
2. Taxe sur véhicules automobiles ..	10.000.000
3. Taxe d'apprentissage	5.000.000
4. Taxe par services rendus	3.500.000
5. Taxe sur les bateaux de pêche	8.000.000
6. Exercices antérieurs	1.500.000
Total du chapitre 4-01	35.000.000
TITRE II. — REVENUS DU DOMAINE IMMOBILIER.	
SECTION V.	
CHAP. 5-01. — <i>Revenus du domaine immobilier.</i>	
1. Domaine public	500.000
2. Location d'immeubles	8.000.000
3. Aliénation et concession d'immeubles	3.000.000
4. Recettes des exercices antérieurs ..	—
Total chapitre 5-01	11.500.000
CHAP. 5-02. — <i>Revenus du domaine forestier.</i>	
1. Revenus et taxes forestières	4.500.000
2. Contentieux forestier et chasse	1.500.000
3. Droit et taxe de chasse	—
Total chapitre 5-02	6.000.000
CHAP. 5-03. — <i>Revenus du domaine minier.</i>	
1. Redevances minières	500.000
2. Recettes des exercices antérieurs ..	—
Total chapitre 5-03	500.000
CHAP. 5-04. — <i>Revenus du domaine mobilier.</i>	
1. Aliénation du domaine mobilier ..	1.500.000
2. Location vente de véhicules	—
3. Recettes exercices antérieurs	—
Total chapitre 5-04	1.500.000
CHAP. 5-05. — <i>Revenus valeurs mobilières.</i>	
1. Revenus des valeurs de la caisse de réserve et des titres en portefeuille	500.000
TOTAL SECTION V	20.000.000

TITRE III	
SECTION VII. — RECETTES DES EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES.	
CHAP. 7-01. <i>Recettes des exploitations et établissements publics.</i>	
1. Hôpital Nouakchott	15.000.000
2. Service des eaux de Rosso	1.000.000
3. Bac de Rosso	7.000.000
4. Warf de Nouakchott	60.000.000
5. Station forestière de Nouakchott ..	500.000
6. Recettes exercices antérieurs	—
Total chapitre 7-01	83.500.000
SECTION VIII. RECETTES DIVERSES DE SERVICE.	
CHAP. 8-01. — <i>Recettes diverses de service.</i>	
1. Produits de cessions	—
2. Redevances B.C.E.A.O.	50.000.000
3. Exercice antérieur	—
Total chapitre 8-01	50.000.000
SECTION IX. PRODUITS DIVERS ET ACCIDENTELS.	
1. Produits divers et accidentels	7.000.000
2. Recettes exercices antérieurs	3.000.000
TOTAL SECTION IX	10.000.000
TITRE V	
SECTION XV. — PRÉLÈVEMENT SUR CAISSE DE RÉSERVE	
CHAP. 15-01.	
1. Prélèvement sur caisse de réserve ..	40.000.000
SECTION XVI. AVANCES ET EMPRUNTS.	
CHAP. 16-01. — <i>Avances Trésor et diverses.</i>	
1. Avances Trésor	—
2. Avances diverses	—
3. Produits des emprunts	150.000.000
TOTAL DES RECETTES DU BUDGET DE FONCTIONNEMENT	4.709.000.000
DEPENSES	
<i>Article et nomenclature</i>	<i>Crédits votés</i>
TITRE PREMIER. DETTE PUBLIQUE.	
SECTION I. — DETTE PUBLIQUE.	
CHAP. 1-1. — <i>Service emprunt et autres dettes contractuelles.</i>	
1. Emprunts	11.850.000
2. Avances Trésor	—
3. Avances caisse centrale	180.390.000
4. Dettes contractuelles	260.000
5. Dépense des exercices antérieurs ..	2.500.000
Total chapitre 1-1	195.000.000

CHAP. 1-2. — <i>Pensions et allocations</i>			
1. Pensions et allocations viagères ..	29.400.000		
2. Dépenses d'exercice clos	600.000		
Total chapitre 1-2		30.000.000	
CHAP. 2-1. — <i>Parlement</i> (personnel).			
Unique. Assemblée nationale	76.680.000		
CHAP. 2-2. — <i>Parlement</i> (matériel).			
Unique. Assemblée nationale	28.320.000		
CHAP. 2-3. — <i>Permanence du Parti</i> (personnel).			
Unique. Frais personnel	—		
CHAP. 2-4. — <i>Permanence du Parti</i> (matériel)			
1. Frais hôtel	—		
2. Frais transports	—		
3. Participation frais fonctionnement..	—		
Total chapitre 2-4		—	
SECTION III. ADMINISTRATION GÉNÉRALE.			
CHAP. 3-1. <i>Présidence République</i> (personnel).			
1. Président de la République	4.700.000		
2. Hôtel du Président	3.305.000		
3. Cabinet civil et secrétariat	8.715.000		
4. Cabinet militaire et secrétariat ..	3.085.000		
5. Services administratifs et financiers	3.540.000		
6. Hôtel de passage et parc	2.970.000		
7. Secrétariat général Conseil des ministres	2.360.000		
8. Indemnités de mission et tournée ..	600.000		
Total chapitre 3-1		29.275.000	
CHAP. 3-2. <i>Présidence République</i> (matériel).			
1. Hôtel du Président	4.250.000		
2. Cabinet civil et secrétariat	4.500.000		
3. Cabinet militaire et secrétariat	3.100.000		
4. Services administratifs et financiers	3.000.000		
5. Parc administratif	1.365.000		
6. Hôtel de passage	3.000.000		
7. Secrétariat général Conseil des ministres	700.000		
8. Bureau de presse	500.000		
9. Frais de transport aérien	4.600.000		
10. Frais de tournée et mission	3.000.000		
11. Entretien immeubles et parc résidentiel	1.000.000		
Total chapitre 3-2		29.015.000	
CHAP. 3-3. — <i>Corps de contrôle</i> <i>Etat</i> (personnel).			
1. Inspection générale de l'Administration	5.195.000		
2. Contrôle financier	2.130.000		
3. Frais de déplacement	105.000		
Total chapitre 3-3		7.430.000	
CHAP. 3-4. — <i>Corps de contrôle</i> (matériel).			
1. Inspection générale de l'Administration	1.300.000		
2. Contrôle financier	700.000		
3. Frais de transport	300.000		
4. Frais de transport aérien	280.000		
Total chapitre 3-4		2.580.000	
CHAP. 3-5. — <i>Conseil économique</i> <i>et social</i> (personnel).			
Unique. Frais de personnel	3.440.000		
CHAP. 3-6. — <i>Conseil économique</i> <i>et social</i> (matériel).			
1. Secrétariat général	960.000		
2. Frais de transport	600.000		
Total chapitre 3-6		1.560.000	
CHAP. 3-7. — <i>Ministère Justice</i> <i>et Intérieur</i> (personnel).			
1. Hôtel du ministre	430.000		
2. Cabinet	11.200.000		
3. Direction de l'administration territoriale	8.890.000		
4. Direction des communes	1.980.000		
5. Circonscriptions administratives ..	118.140.000		
6. Chefferies	37.800.000		
7. Frais de déplacement	1.000.000		
Total chapitre 3-7		179.440.000	
CHAP. 3-8. — <i>Intérieur</i> (matériel).			
1. Hôtel du ministre	600.000		
2. Cabinet	600.000		
3. Direction de l'administration territoriale	600.000		
4. Renseignements généraux	4.500.000		
5. Administration des communes	200.000		
6. Administration des circonscriptions	17.000.000		
7. R.A.C.	2.000.000		
8. Dépenses politiques	1.500.000		
9. Frais de transport	10.500.000		
10. Transports aériens	2.000.000		
Total chapitre 3-8		39.500.000	
CHAP. 3-9. — <i>Direction</i> <i>de la Fonction publique</i> (personnel).			
1. Soldes et indemnités	6.700.000		
2. Indemnités de tournée et mission ..	100.000		
Total chapitre 3-9		6.800.000	
CHAP. 3-10. — <i>Direction</i> <i>de la Fonction publique</i> (matériel).			
1. Direction de la Fonction publique ..	1.500.000		
CHAP. 3-11. <i>Ministère des Affaires étrangères.</i>			
1. Hôtel du ministre	410.000		
2. Cabinet	5.100.000		
3. Administration centrale	9.200.000		
4. Ambassades	129.090.000		
Total du chapitre 3-11		143.800.000	

CHAP. 3-12. Ministère des Affaires étrangères (matériel).	
1. Hôtel du ministre	600.000
2. Cabinet	500.000
3. Administration centrale	5.780.000
4. Frais de réception	1.000.000
5. Ambassades	38.720.000
6. Frais de transport divers	1.000.000
7. Frais de transport aérien	700.000
8. Loyers et charges	14.900.000
Total chapitre 3-12	63.200.000

SECTION IV.
SERVICES JUDICIAIRES.

CHAP. 4-1. — Ministère de la Justice (personnel).	
1. Service de l'Administration judiciaire et pénitentiaire	1.640.000
2. Service législation et J.O.	795.000
3. Service des archives	4.795.000
4. Frais de déplacement	100.000
Total chapitre 4-1	7.330.000

CHAP. 4-2. — Ministère de la Justice (matériel).	
1. Service de l'Administration judiciaire et chancellerie	500.000
2. Service de droit musulman	300.000
3. Service de la Législation et du J.O.	365.000
4. Service des archives	600.000
5. Frais de transport	700.000
6. Frais de transport aérien	700.000
Total chapitre 4-2	3.165.000

CHAP. 4-3. — Juridiction de droit musulman (personnel).	
1. Tribunaux musulmans	12.015.000
2. Tribunaux de cadis	24.340.000
3. Indemnités de déplacement	300.000
Total chapitre 4-3	36.655.000

CHAP. 4-4. — Juridictions droit musulman (matériel).	
1. Tribunaux musulmans	630.000
2. Tribunaux de cadis	700.000
3. Frais de transport	200.000
4. Frais de transport aérien	200.000
Total chapitre 4-4	1.730.000

CHAP. 4-5. Juridictions mauritaniennes de droit moderne, civil et pénal (personnel).	
1. Cour suprême	4.430.000
2. Cour de la Sûreté de l'Etat	—
3. Juridiction de Nouakchott	12.830.000
4. Justice de paix	22.410.000
5. Etablissements pénitentiaires	535.000
6. Indemnités de déplacement	500.000
Total chapitre 4-5	40.705.000

CHAP. 4-6. — Juridictions de droit moderne, civil et pénal (matériel).	
1. Cour suprême et hôtel du Président	1.200.000
2. Cour de sûreté de l'Etat	300.000
3. Juridiction de Nouakchott	900.000
4. Justice de paix	1.400.000
5. Tribunal du travail	100.000
6. Frais de justice	1.215.000
7. Frais de transports	900.000
8. Frais de transports aériens	400.000
9. Etablissements pénitentiaires	6.000.000
Total du chapitre 4-6	12.415.000

CHAP. 5-1. — Garde territoriale (personnel).	
1. Direction des services de sécurité	1.250.000
2. Soldes et indemnités	262.320.000
3. Frais de déplacement	3.200.000
Total chapitre 5-1	266.770.000

CHAP. 5-2. — Garde territoriale (matériel).	
1. Direction des services de sécurité	970.000
2. Garde territoriale	19.120.000
3. Centre d'instruction	2.000.000
4. Frais de transport	11.880.000
Total chapitre 5-2	33.970.000

CHAP. 5-3. — Police nationale (personnel).	
1. Sûreté générale	11.905.000
2. Commissariat de police et renseignements généraux	52.255.000
3. Centre d'écoute	595.000
4. Frais de déplacement	250.000
Total chapitre 5-3	65.005.000

CHAP. 5-4. — Police nationale (matériel).	
1. Sûreté générale	1.000.000
2. Commissariat de police et renseignements généraux	13.015.000
3. Frais de transport	3.000.000
4. Frais de transport aérien	300.000
Total chapitre 5-4	17.315.000

CHAP. 5-5. — Armée nationale (personnel).	
1. Soldes et indemnités	323.750.000
2. Frais de déplacement	3.000.000
Total chapitre 5-5	326.750.000

CHAP. 5-6. — Armée nationale (matériel).	
1. Fonctionnement	117.450.000
2. Frais de transport divers	7.000.000
3. Frais de transport aérien	7.000.000
4. Défense civile	24.000.000
5. Aviation civile	31.000.000
6. Marine	6.000.000
Total chapitre 5-6	192.450.000

CHAP. 5-7. — Gendarmerie nationale (personnel).	
1. Soldes et indemnités	122.500.000
2. Frais de déplacement	2.000.000
Total chapitre 5-7	124.500.000

CHAP. 5-8. — Gendarmerie nationale (matériel).	
1. Dépenses de fonctionnement	21.300.000
2. Frais de transports divers et parc auto	12.000.000
3. Frais de transports aériens	3.000.000
Total chapitre 5-8	36.300.000

SECTION VI.
SERVICES FINANCIERS.

CHAP. 6-1. — Ministère des Finances (personnel).	
1. Hôtel du ministre	400.000
2. Cabinet	8.750.000
3. Direction des finances	25.900.000
4. Frais de déplacement	350.000
Total chapitre 6-1	35.400.000

CHAP. 6-2. — Ministère des Finances (matériel).	
1. Hôtel du ministre	600.000
2. Cabinet	1.500.000
3. Direction des finances	1.800.000
4. Frais de transports	900.000
5. Frais de transports aériens	400.000
Total chapitre 6-2	4.850.000

CHAP. 6-3. — Direction générale des impôts (personnel).	
1. Contributions directes	13.650.000
2. Enregistrement domaines et timbres	6.350.000
3. Frais de déplacement	500.000
Total chapitre 6-3	20.500.000

CHAP. 6-4. — Direction générale des impôts (matériel).	
1. Contributions directes	2.500.000
2. Enregistrement domaines et timbres	1.000.000
3. Frais de transport	2.200.000
4. Frais de transports aériens	700.000
Total chapitre 6-4	6.400.000

CHAP. 6-5. — Douanes (personnel).	
1. Direction du service	6.635.000
2. Bureaux régionaux	30.650.000
3. Frais de déplacement	500.000
Total chapitre 6-5	37.785.000

CHAP. 6-6. — Douanes (matériel).	
1. Frais de fonctionnement	7.375.000
2. Frais de transports	3.200.000
3. Frais de transports aériens	600.000
Total chapitre 6-6	11.175.000

CHAP. 6-7. — Trésor (personnel).	
1. Trésorerie générale	16.560.000
2. Paierie	8.060.000
3. Frais de déplacement	80.000
Total chapitre 6-7	24.700.000

CHAP. 6-8. — Trésor (matériel).	
1. Frais de fonctionnement	3.000.000
2. Frais de transports	100.000
3. Frais de transports aériens	100.000
Total chapitre 6-8	3.200.000

CHAP. 6-9. — Service des agences spéciales (personnel).	
1. Soldes et indemnités	25.845.000
2. Frais de déplacement	55.000
Total chapitre 6-9	25.900.000

CHAP. 6-10. — Service des agences spéciales (matériel).	
1. Frais de fonctionnement	4.200.000
2. Frais de transports	600.000
3. Frais de transports de fonds	1.800.000
Total chapitre 6-10	6.600.000

CHAP. 6-11. — Inspection des finances (personnel).	
1. Soldes et indemnités	2.820.000
2. Frais de déplacement	85.000
Total chapitre 6-11	2.905.000

CHAP. 6-12. — Inspection des finances (matériel).	
1. Frais de fonctionnement	600.000
2. Frais de transport divers	400.000
Total chapitre 6-12	1.000.000

CHAP. 8-1. — Ministère du Développement (personnel).	
1. Hôtel du ministre	500.000
2. Cabinet	8.835.000
3. Frais de déplacement	170.000
Total chapitre 8-1	9.505.000

CHAP. 8-2. — Ministère du Développement (matériel).	
1. Hôtel	600.000
2. Cabinet	950.000
3. Bourses et vacances	400.000
4. Frais de transports divers	400.000
5. Frais de transports aériens	350.000
Total chapitre 8-2	2.700.000

CHAP. 8-3. — Agriculture (personnel)	
1. Direction du service	2.515.000
2. Secteurs agricoles et C.E.R.	20.985.000
3. Centre de formation	1.530.000
4. Station maraîchère	580.000
5. Frais de déplacement	1.000.000
Total chapitre 8-3	26.610.000

CHAP. 8-4. — <i>Agriculture</i> (matériel).		CHAP. 8-12. — <i>Service des mines et de la géologie</i> (matériel).	
1. Direction de service	700.000	1. Direction du service	2.080.000
2. Secteurs agricoles	1.600.000	2. Subdivision de Port-Etienne	470.000
3. Dépenses des végétaux	5.000.000	3. Frais de transports divers	2.000.000
4. Centre de formation	4.200.000	4. Frais de transports aériens	300.000
5. Station maraîchère	800.000		
6. Frais de transports divers	5.200.000	Total chapitre 8-12	4.850.000
7. Frais de transports aériens	500.000		
Total chapitre 8-4	18.000.000	CHAP. 8-13. — <i>Direction du plan</i> (personnel).	
CHAP. 8-5. — <i>Eaux et Forêts</i> (personnel).		1. Service du plan	4.230.000
1. Direction du service	2.605.000	2. Service de la statistique	1.895.000
2. Inspections forestières	21.030.000	3. Frais de déplacement	200.000
3. Conditionnement	2.070.000		
4. Frais de déplacement	1.000.000	Total chapitre 8-13	6.325.000
Total chapitre 8-5	26.705.000	CHAP. 8-14. — <i>Direction du plan</i> (matériel).	
CHAP. 8-6. — <i>Eaux et Forêts</i> (matériel).		1. Service du plan	1.750.000
1. Frais de fonctionnement	3.800.000	2. Service de la statistique	1.025.000
2. Station de recherche	2.345.000	3. Frais de transports divers	500.000
3. Frais de transports divers	4.330.000	4. Service de transports aériens	300.000
4. Frais de transports aériens	400.000		
Total chapitre 8-6	10.875.000	Total chapitre 8-14	3.575.000
CHAP. 8-7. — <i>Elevage</i> (personnel).		CHAP. 8-15. — <i>Génie rural</i> (personnel).	
1. Direction du service	3.615.000	1. Soldes et indemnités	5.050.000
2. Circonscriptions d'élevage	56.200.000	2. Frais de déplacement	950.000
3. Laboratoires de pêche	2.735.000		
4. Frais de déplacement	2.000.000	Total chapitre 8-15	6.000.000
Total chapitre 8-7	64.550.000	CHAP. 8-16. — <i>Génie rural</i> (matériel).	
CHAP. 8-8. — <i>Elevage</i> (matériel).		1. Frais de fonctionnement	1.850.000
1. Direction de service	1.200.000	2. Frais de transports divers	1.950.000
2. Circonscriptions d'élevage	10.000.000	3. Frais de transports aériens	450.000
3. Laboratoire de pêche	12.600.000		
4. Frais de transports divers	12.600.000	Total chapitre 8-16	4.250.000
5. Frais de transports aériens	800.000		
Total chapitre 8-8	25.450.000	SECTION IX. — SERVICE DE TRAVAUX ET D'INFRASTRUCTURE.	
CHAP. 8-9. — <i>Affaires économiques</i> (personnel).		CHAP. 9-1. — <i>Ministère de la Construction</i> (personnel).	
1. Direction des affaires économiques	1.430.000	1. Hôtel du ministre	505.000
2. Service de commerce	2.520.000	2. Cabinet	5.640.000
3. Service des assurances et du contrôle de prix	1.405.000	3. Service des travaux publics	26.000.000
4. Service de la coopération	5.290.000	4. Phares et balises	2.150.000
5. Frais de déplacement	410.000	5. Routes, puits et digues	33.600.000
Total chapitre 8-9	11.055.000	6. Service hydraulique	5.400.000
CHAP. 8-10. — <i>Affaires économiques</i> (matériel).		7. Service topographique	5.820.000
1. Direction des affaires économiques	1.180.000	8. Service administratif central	5.740.000
2. Service de la coopération	1.890.000	9. Frais de déplacement	1.700.000
3. Frais de transports divers	250.000		
4. Frais de transports aériens	450.000	Total chapitre 9-1	86.555.000
Total chapitre 8-10	3.770.000	CHAP. 9-2. — <i>Ministère de la Construction</i> (matériel).	
CHAP. 8-11. — <i>Service des mines et de la géologie</i> (personnel).		1. Hôtel du ministre	550.000
1. Soldes et indemnités	3.400.000	2. Cabinet	450.000
2. Frais de déplacement	280.000	3. Service des travaux publics	2.800.000
Total chapitre 8-11	3.680.000	4. Service de l'hydraulique	800.000
		5. Service topographique	800.000
		6. Service administratif central	1.000.000
		7. Service phares et balises	2.200.000
		8. Frais de transports	1.000.000
		9. Frais de transports aériens	1.400.000
		Total chapitre 9-2	11.000.000

CHAP. 9-3. — <i>Service des Transports</i> (personnel).	
1. Direction générale des transports ..	1.320.000
2. Service de la marine marchande ..	1.740.000
3. Service de l'aviation civile ..	1.185.000
4. Service des transports ..	2.450.000
5. Office du tourisme ..	1.220.000
6. Frais de déplacement ..	200.000
Total chapitre 9-3 ..	8.115.000
CHAP. 9-4. — <i>Service des Transports et du Tourisme</i> (matériel).	
1. Service marine marchande ..	3.100.000
2. Service de l'aviation civile ..	250.000
3. Service transports de la circulation routière ..	300.000
4. Service du tourisme ..	700.000
5. Frais de transports ..	200.000
6. Frais de transports aériens ..	485.000
Total chapitre 9-4 ..	5.035.000
CHAP. 10-1. — <i>Ministère de l'Education et de la Culture.</i>	
1. Hôtel du ministre ..	415.000
2. Cabinet ..	6.425.000
3. Services centraux ..	24.890.000
4. Ecole ..	8.100.000
5. Lycées ..	28.140.000
6. Collèges ..	24.950.000
7. I.N.H.E.I. ..	16.900.000
8. Enseignement primaire ..	487.320.000
9. I.F.A.N. ..	1.720.000
10. Frais déplacement ..	1.500.000
Total chapitre 10-1 ..	600.360.000
CHAP. 10-2. — <i>Ministère de l'Education et de la Culture</i> (matériel).	
1. Hôtel du ministre ..	600.000
2. Cabinet ..	1.190.000
3. Direction de l'organisation des programmes ..	1.500.000
4. Direction de l'Enseignement ..	1.500.000
5. Services administratifs et financiers ..	500.000
6. Lycées et collèges ..	45.000.000
7. Inspections primaires ..	750.000
8. I.N.H.E.I. ..	6.500.000
9. Bourses, secours, participation ..	22.500.000
10. Bibliothèques ..	800.000
11. I.F.A.N. ..	800.000
12. Centre national pédagogique ..	1.000.000
13. Frais de transport ..	22.000.000
Total chapitre 10-2 ..	104.640.000
CHAP. 10-3. — <i>Ministère de la Santé, du Travail et des Affaires sociales</i> (personnel).	
1. Hôtel du ministre ..	565.000
2. Cabinet ..	5.210.000
3. Direction du service ..	5.010.000
4. Pharmacie d'approvisionnement ..	1.960.000
5. Hôpitaux ..	18.850.000
6. Dispensaires ..	104.220.000
7. S.T.H.M.P. ..	13.460.000
8. Frais de déplacement ..	4.715.000
Total chapitre 10-3 ..	153.990.000

CHAP. 10-4. — <i>Ministère de la Santé, du Travail et des Affaires sociales</i> (matériel).	
1. Hôtel du ministre ..	525.000
2. Cabinet ..	400.000
3. Direction du service ..	785.000
4. Hôpitaux ..	8.000.000
5. Dispensaires ..	9.000.000
6. Pharmacies d'approvisionnement ..	36.000.000
7. S.T.H.M.P. ..	3.000.000
8. Frais de transports ..	12.550.000
9. Frais de transports aériens ..	1.700.000
Total chapitre 10-4 ..	71.960.000
CHAP. 10-5. — <i>Service des Affaires sociales</i> (personnel).	
1. Affaires médico-sociales ..	2.700.000
2. Centre national de P.M.I. ..	2.800.000
3. Centres secondaires de P.M.I. ..	806500
4. Frais de déplacement ..	235.000
Total chapitre 10-5 ..	13.800.000
CHAP. 10-6. — <i>Service des Affaires sociales</i> (matériel).	
1. Affaires médico-sociales ..	550.000
2. Centre national de P.M.I. ..	3.030.000
3. Centres secondaires ..	1.200.000
4. Frais de transports divers ..	550.000
5. Transports aériens ..	400.000
Total chapitre 10-6 ..	5.730.000
CHAP. 10-7. — <i>Service du Travail</i> (personnel).	
1. Inspection du travail ..	8.260.000
2. Direction de l'emploi ..	2.570.000
3. Organismes consultatifs ..	—
4. Formation professionnelle ..	6.715.000
5. Frais de déplacement ..	300.000
Total chapitre 10-7 ..	17.845.000
CHAP. 10-8. — <i>Service du Travail</i> (matériel).	
1. Inspection du travail ..	1.265.000
2. Office de la main-d'œuvre ..	700.000
3. Formation professionnelle ..	16.000.000
4. Frais de transports divers ..	1.000.000
5. Frais de transports aériens ..	500.000
6. Organismes consultatifs ..	100.000
Total chapitre 10-8 ..	19.465.000
CHAP. 10-9. — <i>Ministère de la Jeunesse</i> (personnel).	
1. Hôtel du ministre ..	385.000
2. Cabinet ..	5.890.000
3. Frais de déplacement ..	305.000
Total chapitre 10-9 ..	6.580.000
CHAP. 10-10. — <i>Ministère de la Jeunesse</i> (matériel).	
1. Hôtel du ministre ..	600.000
2. Cabinet ..	800.000
3. Frais de transports ..	600.000
4. Frais de transports aériens ..	550.000
Total chapitre 10-10 ..	2.550.000

<p>CHAP. 10-11. — <i>Direction Information</i> (personnel).</p>		SECTION 13.	
1. Information et presse	6.600.000	CHAP. 13-1. — <i>Dépenses communes et divers</i> (personnel).	
2. Frais de déplacement	150.000	1. Relevé	16.000.000
Total chapitre 10-11	6.750.000	2. Frais d'hospitalisation	7.000.000
<p>CHAP. 10-12. — <i>Direction Information</i> (matériel).</p>		3. Stage de formation à l'étranger ..	30.000.000
1. Information	5.575.000	4. Indemnité de fonction	8.000.000
2. Abonnement aux agences de presse.	9.000.000	5. Mission d'assistance technique	1.000.000
3. Frais de transports divers	750.000	6. Frais de mission à l'étrérieur	35.000.000
Total chapitre 10-12	15.325.000	Total chapitre 13-1	97.000.000
<p>CHAP. 10-13. — <i>Service de la Jeunesse</i> (personnel).</p>		CHAP. 13-2. — <i>Dépenses communes et divers</i> (matériel).	
1. Soldes et indemnités	5.580.000	1. Frais d'impression de registres et d'imprimés	10.000.000
2. Frais de déplacements	150.000	2. Loyers d'immeubles	38.000.000
Total chapitre 10-13	5.730.000	3. Central mécanographique	1.000.000
<p>CHAP. 10-14. — <i>Service de la Jeunesse</i> (matériel).</p>		4. Achat moyens transports	—
1. Fonctionnement	500.000	5. Ameublement	9.000.000
2. Equipement des écoles	800.000	6. Exercice clos	—
3. Equipement sport	2.000.000	Total chapitre 13-2	58.000.000
4. Maisons des jeunes	700.000	CHAP. 13-3. — <i>Dépenses diverses.</i>	
5. Cinémathèque et photos	865.000	1. Cérémonies publiques et réception Chef d'Etat	15.000.000
6. Transport	700.000	2. Organisation de pèlerinage	2.000.000
Total chapitre 10-14	5.565.000	3. Excédent de versements et frais de poursuites	6.000.000
<p>CHAP. 11-1. — <i>Etablissements publics</i> (personnel).</p>		4. Honoraires d'avocats et réparations civiles	6.000.000
1. Hôpital de Nouakchott	32.300.000	5. Elections	6.000.000
2. Ecole sages-femmes	1.810.000	6. Foires et expositions	2.000.000
3. Centre de formation administrative.	9.510.000	7. Frais de réception dans les circonscriptions	1.500.000
4. Radio	—	8. Dépenses imprévues et calamités publiques	4.000.000
Total chapitre 11-1	43.620.000	9. Exercice clos	2.200.000
<p>CHAP. 11-2. — <i>Etablissements publics</i> (matériel).</p>		Total chapitre 13-3	44.700.000
1. Hôpital de Nouakchott	70.500.000	CHAP. 13-4. — <i>Fonds spéciaux.</i>	
2. Ecole de sages-femmes et d'infirmiers	3.000.000	Unique. Fonds spéciaux	10.800.000
3. Centre de formation administrative.	1.580.000	TITRE III.	
4. Radio	—	SECTION 14.	
Total chapitre 11-2	75.080.000	CHAP. 14-1. — <i>Travaux d'entretien immeubles et voirie.</i>	
SECTION 12.		1. Entretien des immeubles	50.000.000
<p>CHAP. 12-1. — <i>Exploitation et établissements industriels et commerciaux</i> (personnel).</p>		2. Voirie	—
1. Service des eaux de Rosso	1.000.000	Total chapitre 14-1	50.000.000
2. Service du bac de Rosso	2.690.000	CHAP. 14-2. — <i>Entretien des routes, voies de navigation, aérodromes et digues.</i>	
3. Station forestière de Nouakchott ..	—	1. Routes et digues	50.000.000
4. Wharf de Nouakchott	42.000.000	3. Bacs	2.000.000
Total chapitre 12-1	45.690.000	2. Aérodromes	10.000.000
<p>CHAP. 12-2. — <i>Exploitation et établissements industriels et commerciaux</i> (matériel).</p>		Total chapitre 14-2	62.000.000
1. Service des eaux de Rosso	1.100.000		
2. Service du bac de Rosso	3.500.000		
3. Station forestière de Nouakchott ..	500.000		
4. Wharf de Nouakchott	18.000.000		
Total chapitre 12-2	23.100.000		

TITRE IV. — CONTRIBUTIONS,
SUBVENTIONS, FONDS
CONCOURS, PRETS
ET ALLOCATIONS.

SECTION 15.

CHAP. 15-1. — *Contribution
aux dépenses de fonctionnement,
de collectiv. et organismes publics.*

1. Radiodiffusion	48.000.000	
2. Asecna	50.000.000	
3. O.P.T.	—	
4. I.F.A.C. de Kankossa	15.000.000	
Total chapitre 15-1		113.000.000

CHAP. 15-2. — *Contribution
aux régions
et exploitations concédées.*

1. Contributions aux exploitations concédées	3.000.000	
2. Autres interventions	—	
Total chapitre 15-2		3.000.000

CHAP. 15-3. — *Participation à la
constitution des sociétés.*

1. Sofelec	—	
2. B.A.D.	—	
3. Fonds monétaire international	25.000.000	
4. Somnex	—	
5. Divers	—	
Total chapitre 15-3		25.000.000

CHAP. 15-4. — *Contribution
et participation à des
organismes internationaux.*

1. Etat français	90.000.000	
2. Organismes interafricains	68.000.000	
3. Organisations internationales	60.000.000	
Total chapitre 15-4		218.000.000

SECTION 16.

CHAP. 16-1. — *Reversements
et ristournes.*

1. Communes rurales	—	
2. Communes urbaines	39.000.000	
3. Chambre de commerce	12.000.000	
4. Divers	—	
Total chapitre 16-1		51.000.000

SECTION 17. — SUBVENTIONS,
FONDS DE CONCOURS.

CHAP. 17-1. — *Subventions à des
organismes publics.*

1. Subventions à des organismes pu- blics	3.000.000	
2. Subventions aux collectivités (con- tribution de l'Etat pour le paie- ment des indemnités de logement)	13.500.000	
3. Parti du peuple	10.000.000	
Total chapitre 17-1		26.500.000

CHAP. 17-2. — *Subventions à des
organismes et œuvres
privés et particuliers.*

1. Organismes professionnels	1.000.000	
2. Organismes culturels et cultuels ..	1.500.000	
3. Mouvement des jeunes	1.000.000	
4. Diverses interventions	2.500.000	
Total chapitre 17-2		6.000.000

CHAP. 17-3. — *Secours.*

1. Secours divers	5.500.000	
-------------------------	-----------	--

CHAP. 19-1.

Dépenses en capital	200.000.000	
---------------------------	-------------	--

TOTAL DES DÉPENSES

4.710.000.000

LOI n° 65.183 du 30 décembre 1965 complétant l'article 26 de la loi n° 65.123 du 20 juillet 1965 portant réorganisation de la Justice.

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté,
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — L'article 26 de la loi n° 65.123 du 20 juillet 1965 est complété par les dispositions suivantes :

« Le président de la Cour suprême ne peut être suspendu ou admis à cesser ses fonctions, avant leur expiration normale, que dans les formes prévues pour sa nomination, après avis conforme du Conseil supérieur de la magistrature, et seulement sur demande de l'intéressé, ou pour cause d'incapacité physique, de privation des droits civils et politiques, ou démanquement aux convenances de son état, à la délicatesse ou à la dignité. Saisi par le Président de la République, le Conseil supérieur de la magistrature désigne un rapporteur en son sein, reçoit les explications de l'intéressé et se prononce dans les conditions prévues par les articles 43 à 48 de la loi n° 63.014 du 18 janvier précitée.

» Sauf le cas de crime ou délit flagrant, aucune poursuite pénale ne peut être exercée contre le président de la Cour suprême sans l'autorisation du Conseil supérieur de la magistrature. »

ART. 2. — La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Nouakchott, le 30 décembre 1965.

Le Président de la République :

MOKTAR OULD DADDAH.

LOI n° 65.184 du 31 décembre 1965 rectificative des lois de Finances n° 65.002 du 16 janvier 1965 et n° 65.067 du 31 mars 1965.

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté,
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — Les crédits ci-après sont annulés au budget de fonctionnement de l'Etat (exercice 1965) :